

Renforcement de l'environnement public et politique pour la fortification alimentaire à grande échelle (LSFF)

dans le Programme mondial « Sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience »



Contexte

Le triple fardeau de la malnutrition touche des milliards de personnes à travers le monde. Environ 800 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique et environ deux milliards sont en surpoids ou obèses. Environ deux milliards de personnes, soit près d'un tiers de la population mondiale, souffrent de carences en micronutriments, également appelées « faim cachée ». Les femmes en âge de procréer (15–49 ans) et les enfants de moins de deux ans sont plus gravement touchés que les autres groupes d'âge. À l'échelle mondiale, ces groupes souffrent de manière disproportionnée de carences en fer, acide folique, vitamine A et zinc. Ces carences ont de graves conséquences, notamment un affaiblissement du système immunitaire, une plus grande vulnérabilité aux maladies infectieuses et une hausse de la mortalité infantile. Un apport adéquat en micronutriments est essentiel pour le développement de l'enfant, en particulier durant les 1 000 premiers jours de vie, de la conception jusqu'à l'âge de deux ans.

En complément de la promotion d'une alimentation adéquate et de la supplémentation, la fortification alimentaire à grande échelle (LSFF) peut répondre aux besoins nutritionnels dans les contextes où les taux de malnutrition sont élevés et où les systèmes alimentaires ne peuvent satisfaire ces besoins de manière abordable. La fortification des aliments de base (par exemple l'huile de cuisson, la farine, le riz) avec des micronutriments est une intervention efficace, éprouvée et peu coûteuse pour réduire les carences en micronutriments.

Un protocole d'accord (MoU) a été signé entre le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la Fondation Gates (GF) en 2017 comme cadre de coopération favorisant leurs missions respectives, notamment la promotion d'une meilleure nutrition. Cette coopération est mise en œuvre dans trois pays du Programme mondial de la GIZ « Sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience » : le Burkina

Faso, l'Inde et Madagascar. Au Burkina Faso, la coopération est étendue à certains membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à travers un partenariat avec l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS).

Les activités se concentrent sur le développement des capacités du secteur public, y compris la réglementation, l'établissement de normes, la promotion des données et la prise de décision fondée sur des preuves scientifiques. La LSFF ne peut contribuer efficacement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle que si elle s'inscrit dans une stratégie holistique axée sur des régimes alimentaires sains, équilibrés et nutritifs, qui restent au centre des efforts du BMZ, et si elle évite les effets négatifs sur la production et la transformation alimentaires locales. Cette coopération s'inscrit donc dans la stratégie du BMZ intitulée « Transformation des systèmes agricoles et agroalimentaires ». Ce partenariat entre la GIZ et la Fondation Gates réunit et crée des synergies entre les approches et expériences techniques, institutionnelles, partenariales et de politique de développement des deux organisations afin d'atteindre l'objectif commun d'une meilleure nutrition.

Le budget total du cofinancement est de 20 millions d'euros.

Objectif

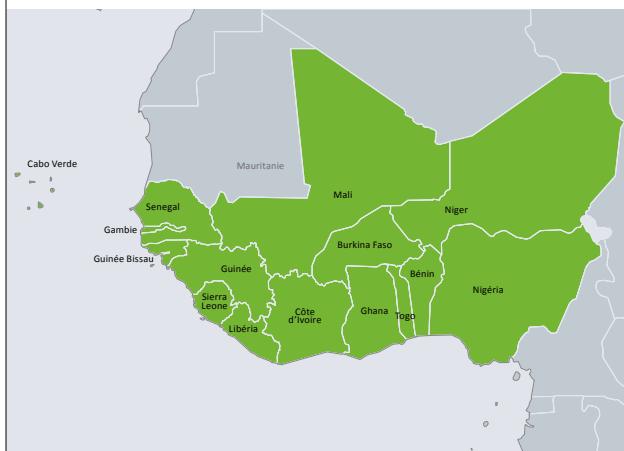
L'objectif de ce partenariat est de renforcer la capacité du secteur public et de l'environnement politique au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest, en Inde et à Madagascar, afin de conseiller les gouvernements sur la mise en œuvre plus efficace des politiques existantes en matière de LSFF et de surveiller les standards de qualité correspondants.



Activités

Au Burkina Faso, le projet renforce l'alliance nationale de fortification du pays dans son mandat de soutien à la bonne mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les carences en micronutriments, d'amélioration de la conformité aux normes et réglementations, et de coordination des activités des différentes parties prenantes. La GIZ, en coopération avec Catholic Relief Services (CRS) et Helen Keller International (HKI), soutient l'alliance dans le contrôle et l'assurance de la qualité des aliments fortifiés importés et produits dans le pays, dans l'amélioration de l'accès aux prémelanges de micronutriments nécessaires à la fortification et, en collaboration avec les associations de consommateurs, dans la sensibilisation aux avantages d'un régime alimentaire diversifié pour améliorer la santé. Un soutien similaire est apporté par CRS et HKI aux alliances nationales de fortification dans une sélection de pays membres de la CEDEAO.

Au niveau régional de l'Afrique de l'Ouest, la GIZ soutient l'**OOAS**, en collaboration avec Catholic Relief Services (CRS) et d'autres parties prenantes, dans la coordination des initiatives de fortification par l'établissement d'une alliance régionale de fortification, et dans la normalisation et l'harmonisation des normes et réglementations en matière de fortification. Cela inclut l'harmonisation de l'étiquetage des aliments fortifiés dans les pays de la région. Le projet travaille également à l'identification et au partage des enseignements tirés d'expériences LSFF dans d'autres pays de la CEDEAO afin de les intégrer aux politiques nationales de nutrition.





En Inde, les partenaires soutiennent activement la mission POSHAN 2.0 du gouvernement, un programme intégré de soutien à la nutrition dirigé par le Ministère du développement de la femme et de l'enfant (Ministry of Women and Children Development – MWCD). Le projet vise à améliorer la qualité, la couverture et l'adoption du riz enrichi dans les programmes gouvernementaux de protection sociale. Dans le cadre de cet effort, le projet, en collaboration avec le ministère du développement de la femme et de l'enfant, a réussi à développer un outil numérique pour suivre la chaîne d'approvisionnement des « rations à emporter » (Take-Home Rations), atteignant environ 6,4 millions de personnes vulnérables dans l'État de Maharashtra. Cet outil est maintenant en cours de déploiement dans tout l'État.

Pour renforcer les capacités techniques, les unités d'appui technique (« TSU ») de cinq États indiens sont renforcées par PATH, partenaire du projet, afin qu'elles servent de fournisseurs clés d'assistance technique aux parties prenantes impliquées dans les interventions nutritionnelles, y compris les fonctionnaires, le personnel de laboratoire, les producteurs de riz enrichi et agents de santé communautaires. Le projet a développé une campagne de changement de comportement social et un plan de diffusion médiatique au Pendjab et au Tamil Nadu pour accroître l'adoption du riz fortifié et du sel doublement fortifié. Un échange Sud-Sud d'experts de l'Inde, de l'Afrique de l'Ouest et de Madagascar a été lancé pour promouvoir l'apprentissage mutuel et établir une communauté de praticiens (CoP) afin de renforcer la gouvernance de la LSFF.

Pour améliorer la prestation des services de nutrition, le partenaire du projet, Jhpiego, élabore un programme systématique de renforcement des capacités pour améliorer les compétences des travailleuses communautaires (travailleuses Anganwadi) à diffuser des messages sur la nutrition et l'hygiène dans dix districts prioritaires du Premier ministre, tandis que la Kaivalya Education Foundation (KEF) élabore un programme de formation professionnelle pour les adolescentes. Le Population Council (PC) a été engagé comme partenaire de suivi, d'apprentissage et d'évaluation (MLE) pour les composantes avec le MWCD (renforcement des capacités des agents de terrain des services intégrés de développement de l'enfant et formation des adolescentes). Les modèles réussis de ces interventions seront étendus et institutionnalisés dans d'autres districts.



À Madagascar, le projet soutient l'Alliance Nationale pour la Fortification Alimentaire (ANFA) dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de fortification. Cela comprend le renforcement des capacités des parties prenantes clés, le soutien à l'élaboration et à l'application des normes, ainsi que la sensibilisation et la communication sur la fortification, en collaboration avec Helen Keller International (HKI). Pour fonder la politique de fortification sur des preuves solides, la GIZ collabore avec le Ministère de la Santé Publique (MSP) de Madagascar et l'UNICEF pour mettre à jour les données nationales sur les carences en micronutriments. En partenariat avec l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) et le Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR), une analyse de l'économie politique de la fortification a permis d'identifier les conditions-cadres, les contraintes et les leviers pour la LSFF. Le projet collabore également avec l'ANFA pour améliorer l'accès à l'information sur la fortification à travers la création d'un cours en ligne massif ouvert (MOOC) et d'une bibliothèque virtuelle.



Un laboratoire local d'analyse des micronutriments dans les aliments est créé en partenariat avec la plate-forme de recherche MIKASA afin de réduire les coûts d'analyse et d'encourager la conformité et l'enrichissement local. La coopérative locale MIRARY reçoit un soutien pour développer un bouillon cube fortifié produit localement, qui servira de projet pilote pour l'élaboration de nouvelles normes de fortification et d'analyse de rentabilité pour la fortification locale des aliments. Le projet soutient également le gouvernement dans le contrôle de la qualité des aliments de base enrichis en développant un système de contrôle national et en coopérant avec l'UNICEF pour renforcer les équipes intégrées (I-teams) afin de vérifier la teneur en iode du sel dans la région cible du programme, l'Atsimo Atsinanana.

Mentions légales

Publié par:

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la Société:
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 32+36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 (0) 228 44 60-0
I www.giz.de
E nutritionsecurity@giz.de
I www.giz.de

Nom du programme:

Programme mondial « Sécurité alimentaire et nutritionnelle,
renforcement de la résilience »

Responsable:

Julia Kirya, Rike Riesmeier, GIZ

Auteurs:

Rike Riesmeier, GIZ

Mise en page:

kipconcept gmbh, Bonn

Crédits photos:

Pierre Laborde/Shutterstock (1), GIZ (2),
GIZ/Seinabou Ciss (3), GIZ/Aissata Makamane (4)

Mai 2025